Le Qatar finance le Hamas et des universités prestigieuses occidentales, courtise les islamistes et se présente comme un médiateur de paix. Par l’intermédiaire de Qatar Charity, des millions ont été versés à des institutions islamiques en Europe, y compris en Suisse. Et grâce à Al Jazeera, l’émirat touche un public de plusieurs millions de personnes : en arabe, avec des messages différents de ceux diffusés en anglais.

Par la rédaction de FokusIsrael.ch

Voici comment le Qatar exerce son influence dans le monde occidental et au Proche-Orient :

- Financer les islamistes, tirer profit de son rôle d’intermédiaire : le Qatar soutient les Frères musulmans et a financé la bande de Gaza contrôlée par le Hamas. Ses contacts avec le Hamas confèrent à Doha une influence politique qui s’étend jusqu’à Washington.
- Les universités occidentales dépendent des financements qatariens : 8,8 milliards de dollars de subventions et de contrats déclarés. Le Qatar s’assure ainsi un droit de regard contractuel sur les universités américaines.
- Des millions pour des institutions islamiques en Europe : selon des enquêtes, Qatar Charity a financé environ 140 projets à hauteur de 71 millions d’euros, dont cinq en Suisse pour un montant de plus de quatre millions de francs.
- Al Jazeera : deux langues, deux visages : en arabe, les morts deviennent des « martyrs », les groupes armés, la « résistance ». En anglais, la chaîne parle en revanche de « morts » et de « militants ». Une étude met en évidence ces différences.

Financer le Hamas…

Depuis des décennies, le Qatar soutient les Frères musulmans, offre un refuge à leurs principaux dirigeants et assure à leur idéologie une portée internationale. L’un des penseurs les plus influents des Frères musulmans, l’islamiste égyptien Yusuf al-Qaradawi, vivait à Doha et touchait un public de plusieurs millions de personnes grâce à Al Jazeera. Il prônait un ordre social islamique qui fait passer les prescriptions religieuses avant les libertés individuelles, légitimait les attentats-suicides contre des civils israéliens et qualifiait l’Holocauste de châtiment divin infligé aux Juifs. [1]

Le Hamas, issu des Frères musulmans palestiniens, a lui aussi trouvé un foyer politique à Doha. En 2012, il y a ouvert son bureau politique. Pendant des années, le Qatar a par ailleurs financé l’approvisionnement et l’administration de la bande de Gaza contrôlée par le Hamas. Près de deux milliards de dollars ont été versés à Gaza pendant plus d’une décennie, dont environ 1,1 milliard rien qu’avant 2018. Cet argent a notamment servi à financer les salaires, le carburant et l’aide humanitaire. Le Qatar a ainsi allégé la charge qui pesait sur l’administration dirigée par le Hamas et a libéré ses propres ressources, que le Hamas a pu consacrer à l’achat d’armes, à la construction de tunnels et à d’autres fins militaires. [2]

Le gouvernement dirigé par Benjamin Netanyahou aurait non seulement approuvé les versements qatariens, mais les aurait également activement encouragés. Il semblerait qu’un calcul politique se cache derrière cela : selon un article du « Jerusalem Post » datant de 2019, M. Netanyahu souhaitait maintenir la division entre le Hamas à Gaza et l’Autorité palestinienne en Cisjordanie afin d’empêcher la création d’un État palestinien. Le journal s’est appuyé sur les propos d’un participant à une réunion du groupe parlementaire du Likoud. M. Netanyahu conteste cette version des faits. [3]

Le magazine américain TIME a révélé en octobre 2026, à l’aide de documents inédits, l’ampleur du soutien israélien. Les responsables israéliens de la sécurité ont encouragé à plusieurs reprises le Qatar à poursuivre ces versements. Israël a également participé à la sélection des bénéficiaires et au traitement des virements. Officiellement, ces fonds étaient destinés à prévenir une crise humanitaire et à apaiser la situation à la frontière.

… tirer profit de son rôle de médiateur

À la suite du massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023, le Qatar a mis à profit ses liens avec cette organisation terroriste pour négocier, aux côtés des États-

Unis et de l’Égypte, la libération des otages israéliens que le Hamas avait enlevés lors de son attaque terroriste contre Israël. Doha est ainsi devenu un interlocuteur diplomatique important pour Washington.

Les États-Unis entretiennent déjà des relations militaires étroites avec le Qatar. La base aérienne d’Al Udeid abrite le quartier général régional du Commandement central américain (CENTCOM). [4] Des milliers de soldats américains y sont stationnés. Depuis 2022, le Qatar est par ailleurs un *« allié majeur non membre de l’OTAN »* ( ) des États-Unis. Son rôle de médiateur renforce encore l’importance stratégique de l’émirat : pour Washington, le Qatar n’est pas seulement une base militaire et un fournisseur d’énergie, mais également un canal de communication essentiel avec le Hamas.

L’importance de ce rôle pour le Qatar s’est manifestée en septembre 2025 : le président américain Donald Trump a promis à l’émirat une protection militaire de grande envergure contre les attaques extérieures. Dans son exposé des motifs, la Maison Blanche a également expressément fait référence au rôle de médiateur du Qatar. [5] Les politologues Amira Schiff et Ariel Admoni montrent dans leur étude de 2025 que Doha utilise ses contacts privilégiés avec l’organisation terroriste en tant que médiateur, mais ménage la direction du Hamas au lieu d’exploiter pleinement son influence. Le Qatar s’est même abstenu de menacer d’expulsion de l’émirat la direction du Hamas basée à Doha, afin de ne pas faire pression sur elle lors des négociations sur les otages. [6]

Les universités occidentales dépendent des fonds qatariens

Le Qatar n’investit pas seulement dans des groupes terroristes islamistes. L’émirat finance également des institutions qui forment les élites occidentales et influencent les débats publics.

Les déclarations des universités américaines, recensées depuis 1986, totalisaient, au 23 février 2026, environ 8,8 milliards de dollars de subventions et de contrats provenant du Qatar – soit plus que de tout autre pays. La Chine totalisait quant à elle 4,9 milliards. Ces chiffres incluent également les montants des contrats qui n’ont pas encore été intégralement versés. Ce montant qatari correspond à environ 1 300 transactions. [7] Parmi les principaux bénéficiaires des fonds qatariens figurent des universités américaines prestigieuses telles que Cornell, Carnegie Mellon, Georgetown et Northwestern. Ces quatre établissements disposent de campus au sein de l’Education City au Qatar. [8]

Un contrat datant de 2024 est particulièrement révélateur : le ministère des Affaires étrangères du Qatar verse à Georgetown 630 000 dollars sur trois ans pour financer la « Bridge Initiative » [9], qui traite du thème de l’« islamophobie ». En contrepartie, l’initiative doit organiser chaque année des conférences internationales et consulter, lors de leur planification, un organisme également financé par Doha. L’initiative adopte une définition large de la notion d’islamophobie : elle qualifie notamment d’islamophobes les accusations d’antisémitisme portées contre des manifestants pro-palestiniens. Dans une publication qu’elle a elle-même éditée en 2026, elle qualifie les interdictions du voile dans le sport français d’islamophobie liée au genre.

Une part importante des fonds qatariens sert à financer les antennes universitaires américaines mentionnées, situées dans l’« Education City » du Qatar [10]. Cela confère à l’émirat un prestige universitaire et lui ouvre les portes d’institutions prestigieuses. Mais cela ne se limite pas au prestige. Un rapport du Jewish Institute for National Security of America (JINSA) datant de juin 2026 analyse des accords jusqu’alors peu connus. [11] Il en ressort que la Qatar Foundation, étroitement liée à la famille régnante, détient, à l’université de Georgetown à Doha, des droits contractuels sur certains résultats de recherche. Lors de leur exploitation économique, Georgetown doit également tenir compte du développement de l’économie qatarienne. Certaines décisions relatives à l’exploitation de la recherche financée par l’État nécessitent l’accord écrit de la Fondation.

Le Qatar a également son mot à dire dans la nomination des responsables universitaires : Georgetown et Northwestern doivent consulter la Qatar Foundation à Doha lors de la sélection de leurs doyens et vice-doyens, même si les nominations restent du ressort des universités. Des comités consultatifs communs se penchent par ailleurs sur les budgets et les offres de formation, mais ne disposent d’aucun pouvoir de décision formel. En matière d’admission, 70 % des places à Northwestern et 60 % à Georgetown doivent être attribuées à des Qataris.

Des millions en provenance de Doha – y compris pour la Suisse

Les journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot ont analysé, dans le cadre de leur ouvrage « Qatar Papers », des documents internes de Qatar Charity. [12] Ils ont mis en évidence le financement de quelque 140 projets de mosquées et de centres islamiques, pour un montant de 71 millions d’euros. Rien qu’en Italie, on comptait plus de 50 projets.

En Suisse aussi, des fonds ont été débloqués. Entre 2011 et 2014, plus de 3,6 millions d’euros – soit environ quatre millions de francs à l’époque – auraient été alloués à cinq projets. Parmi les sites concernés figurent Bienne, Prilly, La Chaux-de-Fonds et Lugano.

Pour le Musée des civilisations islamiques de La Chaux-de-Fonds, les journalistes ont recensé au moins sept virements totalisant près de 1,4 million de francs. Selon ces enquêtes, le centre culturel musulman de Prilly aurait reçu environ 1,6 million de francs. Les auteurs ont décrit les liens entre certains responsables et l’entourage des Frères musulmans.

Après la divulgation des « Qatar Papers », le Qatar a cessé en 2019 de financer les projets suisses concernés. [13]

Al Jazeera : deux langues, deux visages

L’outil médiatique le plus efficace du Qatar est la chaîne Al Jazeera, financée par l’État. Une étude publiée en 2026 par Lama Khalifah et deux coauteurs montre à quel point les reportages de ses rédactions arabe et anglaise diffèrent. Ils ont comparé 94 articles sur le même thème concernant la guerre de Gaza en 2023 et 2024. [14]

Les différences sont frappantes : dans 42 des 47 articles arabes, les victimes palestiniennes ont été qualifiées de « martyrs ». Dans les textes anglais comparables, cela n’est mentionné pas une seule fois. Les groupes armés palestiniens ont été qualifiés de « résistance » dans 38 des 47 articles en arabe. La rédaction anglaise a plus souvent utilisé des termes tels que « militants ».

Les opérations militaires israéliennes ont également fait l’objet de descriptions variées : 45 % des articles arabes parlaient d’« agression », tandis que 34 % évoquaient des « massacres ». La rédaction anglaise n’a utilisé le terme « massacre » que dans 6 % des articles analysés, en l’attribuant à des sources externes.

Ces différences s’étendent jusqu’à la grammaire. Dans la description des victimes palestiniennes, la rédaction arabe a utilisé, dans 79 % des formulations examinées, des constructions à la voix active qui désignent explicitement l’acteur. La rédaction anglaise a quant à elle privilégié, dans 68 % des cas, des constructions à la voix passive, qui le mettent moins clairement en avant.

Des représentants du gouvernement israélien ont pris la parole dans 57 % des articles en anglais, mais seulement dans 19 % des articles en arabe. Alors que 89 % des articles en arabe adoptaient explicitement un point de vue pro-palestinien, 81 % des articles en anglais tenaient compte de différents points de vue.

Cette étude porte sur une période limitée et ne met en évidence aucune consigne directe émanant de Doha. Elle recense toutefois de manière systématique les différences de traitement journalistique d’un même conflit, en fonction de la langue et, partant, du public visé.

Soutenir les islamistes, tirer profit de l’Occident

La politique du Qatar n’est pas une contradiction, mais un modèle économique du pouvoir. L’émirat tire parti des opportunités économiques et politiques offertes par les démocraties occidentales, bénéficie de la protection militaire américaine et soutient parallèlement des réseaux islamistes dont l’ordre social est contraire aux libertés fondamentales.

L’Occident connaît ces liens. Il continue néanmoins de courtiser le Qatar en tant que fournisseur d’énergie, investisseur et médiateur. Tant que les intérêts économiques et géopolitiques l’emporteront sur la défense des principes libéraux, Doha pourra poursuivre sa double stratégie.

Sources

[1] Counter Extremism Project : Yusuf al-Qaradawi – Leader spirituel et intellectuel des Frères musulmans. Sur l’idéologie et les déclarations de cet influent penseur des Frères musulmans.

[2] Ynet, octobre 2026 :rapport sur l’enquête du magazine TIME concernant les versements qatariens à Gaza. Concernant le financement de la bande de Gaza et la participation de responsables israéliens de la sécurité à ces transferts d’argent.

[3] The Jerusalem Post, 12 mars 2019 : « Netanyahu : l’argent versé au Hamas s’inscrit dans une stratégie visant à maintenir la division entre les Palestiniens ». Concernant la stratégie présumée de Netanyahu visant à maintenir la division entre le Hamas et l’Autorité palestinienne.

[4] Département d’État américain (2024) : Le partenariat stratégique entre les États-Unis et le Qatar. Concernant la base militaire américaine d’Al Udeid, le quartier général régional du CENTCOM et le statut du Qatar en tant qu’allié majeur non membre de l’OTAN.

[5] La Maison Blanche, 29 septembre 2025 : Garantir la sécurité de l’État du Qatar. Engagement américain en matière de sécurité envers le Qatar sous la présidence de Donald Trump.

[6] Amira Schiff et Ariel Admoni (2025) : « Any Port in a Storm : Qatar as a Biased Mediator ». Analyse scientifique du rôle de médiateur du Qatar et de ses relations avec le Hamas.

[7] Congressional Research Service, 25 mars 2026 : Section 117 de la loi sur l’enseignement supérieur – Déclaration des dons et contrats étrangers. Concernant le financement des universités américaines par des États étrangers, notamment le Qatar et la Chine.

[8] Inside Higher Ed, 28 janvier 2026 : « Enhanced Monitoring or Politicizing College Donations? Qatar and U.S. Universities ». Concernant les universités américaines qui reçoivent des fonds qatariens.

[9] Jewish Institute for National Security of America (JINSA), juin 2026 : « Higher Influence : How Qatar Pulls the Strings on American Campuses ». Concernant le financement de l’initiative « Bridge » par le ministère des Affaires étrangères du Qatar et les moyens d’influence prévus par les accords.

[10] Qatar Foundation : « Explore Qatar’s Education City ». Présentation officielle du campus universitaire et de recherche, avec les universités américaines qui y sont implantées.

[11] Jewish Institute for National Security of America (JINSA), juin 2026 : « Higher Influence : How Qatar Pulls the Strings on American Campuses ». Concernant les droits contractuels de la Qatar Foundation sur les antennes universitaires américaines à Doha, y compris les droits en matière de recherche, les postes de direction académique et les quotas d’admission.

[12] Christian Chesnot et Georges Malbrunot (2019) : Qatar Papers. Comment l’émirat finance l’islam en France et en Europe. Michel Lafon. À lire également :

Swissinfo – Le Qatar aurait financé des mosquées suisses. À propos des enquêtes sur le financement des institutions islamiques en Europe et en Suisse.

[13] Swissinfo, 2019 : Le Qatar met fin au financement de l’Institut culturel musulman suisse. Concernant la suspension des aides financières qataries accordées à des institutions suisses.

[14] Lama Khalifah, Abdel Rahman Mitib Altakhaineh et Rania Za’rour (2026) : A Critical Discourse Analysis of Ideological Positioning in Al Jazeera’s Bilingual Coverage of the 2023–2024 Gaza-Israel War. Cogent Arts & Humanities, 13(1). Comparaison de 94 articles d’Al Jazeera en arabe et en anglais.